

COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Trente et unième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT

(Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2022)

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT **(Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2022)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires¹.
3. La Note d'orientation sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le [site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement](#).
4. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².

Administration du Fonds

5. En 2022, le Fonds de l'OIM pour le développement dispose de 16 367 469 dollars É.-U.. Un montant de 1 513 609 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel, et 113 609 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant de 14 853 860 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la deuxième ligne, comprenant 13 600 000 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel ; 475 629 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne ; 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche ; et 738 606 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la

¹ La résolution n° 1390 du Conseil dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « Le Directeur général est invité à allouer un montant de 1,4 million de dollars É.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit). » Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé que « Le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) ». Le paragraphe 15 de la même section stipule que « Le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes) s'élève à 15 millions de dollars É.-U.. »

² La résolution du Conseil n° 1390 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « L'accès au financement au titre de la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

Belgique (ces crédits ont tous été alloués par l'intermédiaire du Comité d'affectation des ressources pour la migration (MIRAC)); et 25 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

6. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets ont augmenté en 2022, principalement en raison des besoins accrus des États Membres remplissant les conditions requises en matière de financements de démarrage pour relever divers défis relatifs à la gestion des migrations. Des propositions de projet ont été reçues pour renforcer les capacités dans les domaines suivants : développement communautaire ; solutions durables ; intégration et cohésion sociale ; migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; migration et santé ; appui à la gestion des migrations ; gestion de l'immigration et des frontières ; migration, environnement, changement climatique et réduction des risques de catastrophe ; politique de migration ; recherche sur la migration ; et transfert des connaissances et des ressources des migrants. Tous les projets approuvés sont conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM, la Vision stratégique de l'OIM, la Stratégie de l'OIM en matière de migration et de développement durable et les objectifs de développement durable. Le Fonds reste un moyen essentiel de promouvoir des politiques et programmes de migration et de développement durable. Par une [note d'orientation qui promeut l'intégration de la Stratégie en matière de migration et de développement durable](#) dans tous les projets qu'il soutient, le Fonds de l'OIM pour le développement vise à aider les gouvernements à faire en sorte que ces projets débouchent sur les meilleurs résultats possibles en matière de développement au regard des principales prestations de la Stratégie, et à faire connaître effectivement leurs incidences sur le développement durable.

7. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles sont conformes aux prévisions, 73 % du financement total ayant été alloué à la fin du troisième trimestre de 2022. Au 30 septembre 2022, 245 projets actifs étaient administrés. Il convient de relever que de nombreux projets en cours ont été prolongés en raison de la pandémie de COVID-19. Bien que les bureaux de l'OIM aient trouvé des moyens innovants pour poursuivre la mise en œuvre de certaines activités pendant les périodes de confinement, les restrictions passées ont néanmoins pesé sur la majorité des projets.

Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

8. L'administrateur auxiliaire financé par le Gouvernement de l'Italie est un membre essentiel de l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement. Il étudie les demandes de projet et les rapports, examine les résultats de projets et contribue à la mise à jour du Plan stratégique du Fonds de l'OIM pour le développement.

Plan stratégique

9. Le [Plan stratégique du Fonds de l'OIM pour le développement](#) a été actualisé pour la période 2022-2027. Il précise, entre autres, les valeurs communes qui sous-tendent l'activité du Fonds en tant qu'unité, ainsi que ses relations avec les parties prenantes internes et externes. Le but du Fonds reste inchangé : fournir aux États Membres un financement de démarrage responsable et efficace aux fins d'initiatives innovantes dans le domaine de la migration. Un plan d'action est en cours d'élaboration.

Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds

10. La portée des campagnes de sensibilisation et de levée de fonds intitulées « Regarder vers l'avenir, servir » et « Faisons ce qu'il faut » a été élargie pour englober d'autres projets actifs et

pertinents. Le Fonds a ciblé des manifestations permettant d'attirer l'attention sur ces campagnes, notamment l'exposition de l'OIM sur le quai Wilson, à Genève, et un festival de musique à Nyon (Suisse), qui a attiré 250 000 personnes. Ces manifestations ont été l'occasion de faire connaître, par des portraits, des citations et des vidéos accessibles au moyen d'un code QR, des histoires captivantes dont les protagonistes venaient de pays sous-représentés dans les médias du monde, faisant ainsi entendre la voix de migrants, de jeunes et d'autres groupes parfois oubliés dans les conversations sur la migration. Les deux manifestations ont atteint leur objectif de sensibilisation, puisque les sites Web des campagnes ont enregistré une hausse de 400 % de leur fréquentation.

Examen de pratiques exemplaires

11. Le Fonds de l'OIM pour le développement a examiné des projets consacrés à la gestion de l'immigration et des frontières qui avaient été mis en œuvre entre 2015 et 2020. Au total, 47 projets ont été passés en revue, dont 17 projets achevés et 30 projets en cours. Cet exercice visait à identifier des pratiques exemplaires et à dégager des enseignements, ainsi qu'à analyser les difficultés rencontrées pendant la mise en œuvre. Lorsque les constatations étaient positives, il était précisé comment les transposer dans des projets futurs. Lorsqu'elles étaient négatives, des recommandations étaient faites sur la façon de les éviter ou de les atténuer au mieux. Une attention particulière a été portée aux processus et produits innovants, afin que ces innovations puissent être mises à profit dans les projets futurs et à des fins de développement des capacités. L'examen s'est aussi intéressé à l'impact et à la durabilité des projets, afin d'évaluer l'efficacité des financements de démarrage, parallèlement à des questions transversales telles que l'intégration des questions de genre et les droits de l'homme. Les constatations et recommandations de cet examen éclaireront l'approche stratégique générale du Fonds de l'OIM pour le développement en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de durabilité des projets. Un résumé de l'examen est reproduit à l'annexe V. Le texte intégral est affiché sur le site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement.

12. L'une des recommandations prises en considération dans la conception de tous les projets en 2022 consiste à prévoir une période préparatoire avant la mise en œuvre du projet, ce qui laisse le temps de consolider l'adhésion des parties prenantes, entre autres tâches.

Évaluations a posteriori

13. Le Fonds de l'OIM pour le développement est déterminé à évaluer a posteriori tous les projets achevés, et a alloué à cet effet 60 160 dollars É.-U. en 2022.

États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2022

14. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- Annexe I Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier d'allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2022
- Annexe II Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier d'allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2022
- Annexe III Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement – Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2022
- Annexe IV Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2022

Examen de projets du Fonds de l'OIM sur le développement et évaluations

15. Le présent rapport comprend l'annexe suivante :

- Annexe V Résumé de l'examen des projets du Fonds de l'OIM pour le développement consacrés à la gestion de l'immigration et des frontières entre 2015 et 2020

Annex I

Line 1: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 30 September 2022

(total: 125)

Africa 52 Members (42%)	Africa (continued)	Asia and Oceania 32 Members (26%)	
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Togo Tunisia	Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Uzbekistan Vanuatu Viet Nam	
	Middle East 2 Members (1%)		Jordan Yemen
	Latin America and the Caribbean 26 Members (21%)		
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Grenada Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)		Europe 13 Members (10%)

Note: Palau is not included in the above list because it became eligible for Line 1 funding after the cut-off date of 30 June.

Annex II
Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 30 September 2022
(total: 97)

Africa 36 Members (37%)	Middle East 1 Member (1%)	Asia and Oceania (continued)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Congo Côte d'Ivoire Egypt Eswatini Ethiopia Ghana Kenya Lesotho Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Rwanda Senegal Sierra Leone Somalia South Africa Sudan Togo Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zimbabwe	Jordan	Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Uzbekistan Vanuatu Viet Nam
	Latin America and the Caribbean 18 Members (19%)	
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Panama Paraguay Peru	
	Asia and Oceania 31 Members (32%)	Europe 11 Members (11%)
	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Russian Federation Serbia Ukraine

Note: The Line 2 listing of eligible Member States (and budget for each region) is updated each year up to the cut-off date of 30 June to take into account the payment of outstanding contributions and reclassification by the World Bank. Guinea and Zambia are not included in the above list because they became eligible for Line 2 funding after paying outstanding assessed contributions, which occurred after the cut-off date. Palau is likewise not included in the above list because it became eligible for Line 2 funding after the cut-off date.

Annex III
Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart –
Approved projects from 1 January to 30 September 2022

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Burundi	Enhancing Burundi's Border Management Information Systems – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
IOM Chad	Strengthening Labour Migration Governance in Chad – IOM Strategy: activities 2, 3 and 12	100 000
IOM Comoros	Capacity Development of the Government of the Comoros in the Development of a National Migration Policy – IOM Strategy: activities 2, 3 and 4	100 000
IOM Guinea	Developing a Migrant-sensitive Health Service Delivery Model to Reach Miners in Upper Guinea – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
IOM Mozambique	Pilot for the Promotion of Integrated Durable Solutions for Internally Displaced Persons (IDPs) in Central Mozambique – IOM Strategy: activities 3 and 9	100 000
IOM Sudan	Sudan: Developing the Capacity of the Lukdi Point of Entry for Humanitarian Border Management – IOM Strategy: activities 2, 3, 5 and 6	100 000
Africa Line 1 allocations to date		600 000
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		610 516
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		98%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		41%

Line 2		
IOM Cabo Verde	Supporting Cabo Verde's Local and National Government Towards Sustainable and Inclusive Diaspora Engagement – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM Côte d'Ivoire	Developing the Capacity of the Government of Côte d'Ivoire in Ethical Recruitment and Migrant Worker Protection in Food and Agricultural Supply Chains – IOM Strategy: activities 2, 3, 6 and 12	300 000
IOM Egypt	Migration Research Unit (MRU): Enhancing Capacities in Migration Research and Policy Development in Egypt - Phase II – IOM Strategy: activities 4, 5 and 6	300 000
IOM Eswatini	Eswatini: Technical Assistance for the Development of a National Migration Policy – IOM Strategy: activity 2	300 000
IOM Ethiopia (Ethiopia, Kenya)	Supporting the Development of the Ethiopia–Kenya Border Community of Moyale by Facilitating Small-scale Trade and Human Mobility – IOM Strategy: activities 1, 2, 3 and 5	400 000
IOM Kenya	Kenya: Enhancing Peace through the Prevention of Natural Resource-based Conflicts in North-western Kenya – IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000

Annex III (continued)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Mauritania	Mauritania: Strengthening Local Labour Migration Management in Chami, with a Focus on Access to Health Resources and Protection Services – IOM Strategy: activities 2, 6 and 12	300 000
IOM Mauritius	Mauritius: Strengthening Migration Management for Sustainable Development with a Focus on Internal Migration – IOM Strategy: activity 2	300 000
IOM Morocco	The Link Between Migration, Environment and Climate Change in Morocco – IOM Strategy: activities 2, 3, 5 and 6	300 000
IOM Rwanda	Strengthening the Capacity of the Government of Rwanda to Manage Migration Data for Labour Mobility – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	300 000
IOM Sierra Leone	Addressing Coastal Communities' Vulnerability in Sierra Leone: a Case Study of Plantain and Yelibuya Islands – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Uganda	Improving Migration and Climate Change Policy Coherence in Uganda – IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000
IOM Zimbabwe	Mainstreaming Migration into Environment Policy and Adaptation Strategies in Zimbabwe – IOM Strategy: activity 3	300 000
Africa Line 2 allocations to date		4 000 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		5 069 000
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		79%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		29%

Lines 1 and 2	
Africa regional allocations	4 600 000
Africa regional available funding	5 679 516
Percentage allocated across the two funding lines	81%

Annex III (continued)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
Middle East Line 1 allocations		0
Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		14 536
Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding		0%
Line 2		
IOM Jordan	Contributing to the Evidence Base and Capacity for Gender-sensitive Climate Change Adaptation Measures in Vulnerable Governorates in Jordan – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
Middle East Line 2 allocations		200 000
Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		137 000
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding		146%
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		1%
Lines 1 and 2		
Middle East regional allocations		200 000
Middle East regional available funding		151 536
Percentage allocated across the two funding lines		132%

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Ecuador	Addressing Human Mobility in a Changing Climate in Mountain Areas of Ecuador – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	100 000
IOM El Salvador	Strengthening the Capacities of the Government of El Salvador to Provide Access to Programmes on Violence Prevention, Gender and Prevention of Irregular Migration – IOM Strategy: activity 5	100 000
IOM Nicaragua	Strengthening the Capacities of the Government of Nicaragua for the Protection of Children, Women Migrants and Migrants in Vulnerable Conditions – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations		300 000
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		305 258
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		98%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		21%

Line 2		
IOM Colombia	Strengthening the Government of Colombia's Capacities in Implementing the Comprehensive Migration Policy – IOM Strategy: activities 2 and 4	300 000
IOM Costa Rica	Development and Adoption of Community and Household Climate Change Adaptation Plans to Address the Environmental Drivers of Migration in Costa Rica – IOM Strategy: activity 5	300 000
IOM Dominica	Improving Social Protection for Local and Migrant Communities in Dominica – IOM Strategy: activities 4, 7 and 11	300 000
IOM Panama	Strengthening Local Government Capacities to Mitigate the Risks of Gender-based Violence and Support Survivors in the Darien Region, Panama – IOM Strategy: activity 2	300 000
IOM Paraguay	Implementation of National Migration Strategies related to Migrant Protection in Paraguay – IOM Strategy: activities 1 and 2	300 000
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations		1 500 000
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 603 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		58%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		11%

Lines 1 and 2		
Latin America and the Caribbean regional allocations		1 800 000
Latin America and the Caribbean regional available funding		2 908 258
Percentage allocated across the two funding lines		62%

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Cambodia	Operationalizing COMMIT in Cambodia: Setting the Foundation for a Transnational Referral Mechanism – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Kazakhstan	Addressing Human Mobility in a Changing Climate in Mountain Areas of Kazakhstan – IOM Strategy: activities 3 and 5	100 000
IOM Maldives	Maldives: Strengthening Government and Community Capacities to Facilitate Effective Responses to the Human Mobility Dimensions of Climate Change – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Mongolia	Leveraging the Potential of the Diaspora for the Development of Mongolia – IOM Strategy: activities 4 and 8	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations		400 000
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		377 938
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		28%

Line 2		
IOM Bangladesh	Knowledge for all (K4A): Climate Migration in Bangladesh – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Fiji (Fiji, Tuvalu, Vanuatu)	Enhancing Labour Mobility Governance in the Pacific – IOM Strategy: activities 2 and 12	400 000
IOM Kyrgyzstan	Promoting Social Cohesion by Combating Xenophobia and Anti-migrant Sentiments Against International Migrants in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000
IOM Marshall Islands	Ao Kapijuknen: Building a Women-led Domestic Tourism Programme for Livelihood Diversification and Economic Self-reliance in the Marshall Islands – IOM Strategy: activity 5	300 000
IOM Federated States of Micronesia	Technical Assistance for the Development of a Migration Policy in the Federated States of Micronesia – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Papua New Guinea	Strengthening the Counter-trafficking Response in Papua New Guinea – IOM Strategy: activity 11	300 000
IOM Uzbekistan	Enhancing Access to HIV Prevention and Treatment for Migrants and their Families in Uzbekistan – IOM Strategy: activities 6 and 12	300 000
IOM Viet Nam	Strengthening National Centralized Data Collection on Trafficking in Persons in Viet Nam – IOM Strategy: activities 6 and 11	300 000

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)	Project	Amount funded (USD)
	Asia and Oceania Line 2 allocations	2 500 000
	Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	4 384 000
	Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding	57%
	Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	18%
Lines 1 and 2		
	Asia and Oceania regional allocations	2 900 000
	Asia and Oceania regional available funding	4 761 938
	Percentage allocated across the two funding lines	61%

Annex III (continued)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Türkiye	Improved Migration and Climate Change Policy Coherence in Türkiye – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
Europe Line 1 allocations		100 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		145 361
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		69%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		7%

Line 2		
IOM Albania	Supporting the Development and Implementation of a New National Strategy on Migration and Action Plan in Albania – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Azerbaijan	Contributing to the Establishment and Operationalization of a National Passenger Information Unit (PIU) In Azerbaijan – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Republic of Moldova	Strengthening International Migrants' Access to Health Services in the Republic of Moldova – IOM Strategy: activities 2 and 6	300 000
IOM Republic of Moldova (Georgia, Republic of Moldova)	Save More in Migration: Supporting Migrant Workers from Georgia and the Republic of Moldova to Enhance Savings, Remittances and the Sustainable Benefits of Labour Migration – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	300 000
Europe Line 2 allocations		1 200 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 507 000
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		80%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		9%

Lines 1 and 2		
Europe regional allocations		1 300 000
Europe regional available funding		1 652 361
Percentage allocated across the two funding lines		79%

Annex III (continued)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Administration Line 1 and Line 2		
	Line 1	60 000
	Line 2	693 700
	Total	753 700
	Administration available funding	753 700
	Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)	5%
Multiregional Line 2		
IOM Headquarters	Project evaluations	60 160
IOM Headquarters	Diaspora 4 Climate Action (D4C): Leveraging the Potential of Human Mobility in the Context of Climate Change through Diaspora Engagement in Albania, Bangladesh, Ghana and Jamaica – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	400 000
	Total	460 160
	Multiregional available funding	460 160
	Allocation as a percentage of available total (Line 2)	3%

Annex IV
Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary –
1 January to 30 September 2022

	USD	USD
Line 1		
2022 Operational Support Income allocation ^a	1 400 000	
Recovered funds from completed projects ^b	113 609	
Subtotal Line 1		1 513 609
Line 2		
2022 Operational Support Income allocation ^a	13 600 000	
Recovered funds from completed projects ^c	475 629	
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC ^d	39 600	
Contribution from the Government of Belgium, allocation via MIRAC ^d	738 606	
Private contributions made by individuals online ^e	25	
Subtotal Line 2		14 853 860
Total available funds		16 367 469

	USD	%
Total allocations made in 2022 under Line 1	1 460 000	96
Balance available: Line 1	53 609	4
Total allocations made in 2022 under Line 2	10 553 860	71
Balance available: Line 2	4 300 000	29

- a In accordance with Council Resolution No. 1390 of 24 November 2020 on budget regulations and practices, USD 1.4 million is allocated for Line 1 and USD 13.6 million is allocated for Line 2 from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) is USD 15.0 million.
- b Corresponding to USD 5,377 recovered from 1 July to 31 December 2021 and USD 108,232 recovered from 1 January to 30 June 2022.
- c Corresponding to USD 227,410 recovered from 1 July to 31 December 2021 and USD 248,219 recovered from 1 January to 30 June 2022.
- d Contributions received from 1 July to 31 December 2021 and carried forward to 2022.
- e Corresponding to USD 25 received from 1 January to 30 June 2022 (gross amount).

Annex V

REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND IMMIGRATION AND BORDER MANAGEMENT PROJECTS, 2015 - 2020





A review was conducted to assess 47 active and completed Immigration and Border Management projects funded by the IOM Development Fund between 2015 and 2020.


Key Findings


- IBM projects accounted for for 13.6 per cent of the Fund's total projects and 13.1 per cent of the Fund's total project budget from 2015 to 2020.
- The regional distribution of Immigration and Border Management projects is highly uneven.
- 65 per cent of completed projects fully reached all of their intended outcomes and produced all of their expected outputs. Challenges affected all projects, requiring 52.9 per cent of completed projects (9 projects) to undergo at least one revision.
- 47 per cent of completed projects reported the overall project impact as "excellent". A further 41 per cent reported the impact as "very good".
- 71 per cent of completed Immigration and Border Management projects featured innovative approaches.
- 10 of the 17 completed projects specifically incorporated human rights aspects into project implementation, notably through trainings to beneficiaries. 62.5 per cent of completed projects also mainstreamed gender in project design, with 88 per cent of projects mainstreaming gender successfully during project implementation.
- 100% of the completed projects reported at least one outcome being sustained following the completion of the project.


Project type by key outcome:

 **Development of technical systems:** to assist with the registration, collection and storage of passenger data

 **Improving identity management:** to promote and enhance registration of citizens and migrants

 **Policy development:** to ensure compliance, give guidance and streamline IBM

 **SOPs, strategies and guidelines:** to ensure good service delivery in IBM activities

 **Trainings to border officials:** to assist with the protection of migrants, and align IBM activities with international standards and best practices

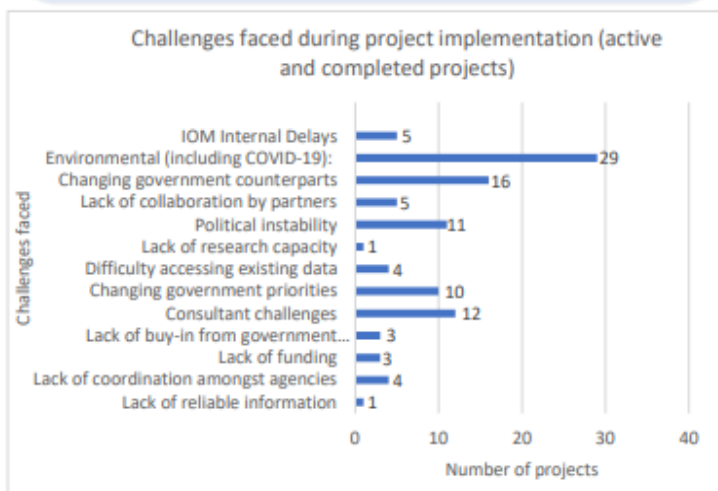
CROSS-CUTTING THEMES:

Human rights were incorporated in IBM projects through:

- Capacity-building on humanitarian border management
- Producing legislation aligned with human rights
- Specific trainings on human rights in border management

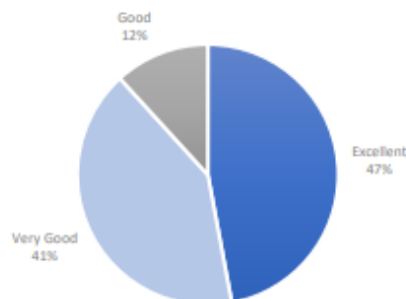
Gender was mainstreamed in IBM projects through:

- Appointing female immigration officers
- Incorporating gendered issues such as gender-based violence into training for border officials
- Encouraging equal participation of women in trainings and project activities
- Producing gender-sensitive policy and legislation



FRAMEWORKS: All projects were aligned with the Sustainable Development Goals (SDGs) and contributed to the achievement of objectives under the Migration Governance Framework (MiGOF) and the Institutional Strategy on Migration and Sustainable Development. They were also aligned with Global Compact for Migration (GCM) objectives.

Project Impact (completed projects)



7 of the 17 completed projects reported receiving follow-up funding from donors including IOM, GIZ, the EU, the Swiss Government and the IOM Development Fund.

SUSTAINABILITY

100% of completed projects reported that at least one Outcome has been sustained after project implementation, including:

- Through Training of Trainers (ToT), where trained individuals continued to train others in their respective institutions
- Continued facilitation of border crossings for indigenous labour migrants in Costa Rica through the creation of a workplan and development of migration system
- Through the incorporation of SOPs institutionalized and incorporated into border services and agencies
- Through the creation of training materials and handbooks which remain embedded within ministries, informing national strategies and action plans.

RECOMMENDATIONS

Project design: Participatory approaches should be used throughout project design. Governments and stakeholders should be involved in project development, to promote ownership and buy-in and prevent implementation delays. A strong, thorough Risk Assessment should be undertaken, with contingency plans put in place to mitigate the impacts of such risks.

Coordination with Governments and stakeholders: The engagement and buy-in of high-level government authorities and other stakeholders is critical for successful implementation and sustainability. Promoting deep consultation between different stakeholders, for example through the establishment of Technical Working Groups or Steering Committees, contributes to overall ownership and sustainability. A preparatory period before implementation begins provides time to solidify stakeholder buy-in.

Incorporating cross-cutting themes: Incorporate trainings on human rights in border management and gender mainstreaming, specifically for Government counterparts and border agencies. IOM personnel should receive training in mainstreaming human rights and gender perspectives in project development and implementation. SOPs related to gender and human rights are a useful tool for reference for frontline officers. Human rights and gender considerations should be incorporated explicitly in outcomes and outputs, where possible, and in at least one

Innovation: Encourage innovative processes to respond to identified gaps in existing capacities relating to services, systems, tools, procedures, legislation and/or beneficiaries and stakeholder groups. Projects should look for unique angles and intersections between themes in project design.

Sustainability: Involve governments and agencies in every step of implementation to increase ownership. Advocate the development of training manuals and handbooks, to have a resource to share with beneficiaries and partners. Trainings should be conducted in the Training of Trainers (ToT) format contribute to project sustainability. Incorporate a mechanism to ensure that beneficiaries/stakeholders, where government officials or border agency staff, include regular training beyond the end of the project itself.